



MANGER AUTREMENT

Vers une alimentation durable

MANGER AUTREMENT

En partenariat avec



M 05231 - 11 - F: 9,50 € - RD



ISSN 2426-8313

(France métropolitaine)

L'ACTUALITÉ CITOYENNE

ENTREPRISE
« Renouveler
le dialogue social »

REPORTAGE
Grenoble, territoire
en transition



Pierrot-Louis/Infrik

MANGER AUTREMENT

Vers une alimentation durable

6_ ENJEUX

Un modèle insoutenable

- 6 Produire mieux, pour tous
- 14 Bientôt une nouvelle PAC ?
- 18 Afters 2050 : un plan pour sauver la ferme France

22_ AGIR

Guide pour une alimentation durable

- 22 Faire évoluer les politiques
- 26 Soutenir les producteurs du Sud
- 30 S'attaquer à la précarité alimentaire
- 34 Réduire le gaspillage près de chez soi
- 38 Faire contrepoids aux géants de l'agroalimentaire
- 41 Manger bio
- 45 Soutenir la pêche durable
- 48 Partir à la reconquête du goût
- 50 L'enseignement agricole, un axe stratégique
- 52 Du bio à la cantine

56_ REPÈRES

L'alimentation en dix questions

- 56 Peut-on changer les pratiques alimentaires ?
Entretien avec Jean-Pierre Poulain et Claude Fischler
- 60 Faudra-t-il tous devenir végétariens ?
- 63 Peut-on abattre les animaux avec humanité ?
- 66 Peut-on éviter les OGM ?
- 70 Faut-il bannir l'huile de palme ?
- 73 Peut-on se fier à ce qu'il y a dans son assiette ?
- 76 Le vin français va-t-il décrocher des pesticides ?
- 80 Comment mettre fin à la crise du lait ?
- 82 Les insectes, nourriture de demain ?

L'ACTUALITÉ CITOYENNE

84_ PHOTO

86_ EN BREF

88_ ENTRETIEN

« Renouveler le dialogue social »
Entretien avec Anne-Marie Mourer

90_ REPORTAGE

Grenoble, territoire en transition

94_ ÉCRANS

96_ LECTURES

LES DOSSIERS

Soutenir les producteurs du Sud

Dans les pays du Sud, assurer la sécurité alimentaire passe par le renforcement des petits exploitants et leur accès aux marchés locaux. Pour ce faire, ils doivent produire davantage et mieux et se diversifier.

L'histoire commence en 1980. Le président du Burkina Faso d'alors, Thomas Sankara, décide de promouvoir la culture du soja. Dans ce pays enclavé où l'agriculture, qui emploie 80 % de la population, est dominée par le coton destiné principalement à l'exportation, cette diversification vise à mettre les producteurs à l'abri d'un retournement des cours et à assurer une meil-

leure autosuffisance. La difficulté d'accès au crédit, le manque d'accompagnement et de formation ont dissuadé les petits producteurs malgré les avantages du soja. Peu gourmand en intrants et riche en protéines, il aurait pu assurer une amélioration de 10 % des revenus à l'hectare pour une population qui vit encore dans sa grande majorité au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour). L'absence d'unités de transformation a également constitué un frein.

Virage à 180 degrés

Cet exemple qui met l'accent sur les problèmes dessine aussi en creux des pistes de solution. Sur toute la planète, la société civile et les associations de coopération internationale multiplient les initiatives. A l'image



Stand de la Fédération des producteurs maraîchers des Niayes lors d'une foire à Dakar, au Sénégal.
Cette organisation approvisionne notamment trois écoles de Dakar.

du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), porté par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) et la Fondation de France depuis 2009. Objectif : permettre aux petits producteurs, qui fournissent 70 % des denrées consommées dans le monde mais qui sont peu protégés du fait du développement des échanges internationaux, de reconquérir leur place sur les marchés locaux, notamment dans les villes. Relever le défi passe par un accroissement de la productivité qui aille de pair avec le respect de l'environnement et une utilisation responsable des ressources, soit, sur ces deux points, un virage à 180 degrés face aux méthodes de l'agriculture industrielle promues par les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale depuis les années 1970.

Du Bénin au Cap-Vert, en passant par le Niger ou le Togo, 200 projets ont déjà vu le jour dans le cadre du programme Pafao. Leur point commun ? Miser sur une meilleure mise en relation entre agriculture familiale paysanne et marchés, urbains et ruraux, chercher à augmenter l'offre en produits issus de l'agroécologie (qui vise à exploiter les potentialités de la nature au lieu d'utiliser des engrais chimiques, pesticides de synthèse et insecticides chimiques) et s'appuyer sur les semences locales, plus résistantes et adaptées aux conditions climatiques de ces pays que les variétés importées. Autre avantage : cette stratégie permet de donner un nouvel élan aux productions locales, qui peuvent se substituer aux importations.

Le Nigeria en a fait l'expérience : en 2011, pour limiter les achats sur les marchés internationaux de blé destiné à la fabrication du pain, il décide d'introduire de la farine de manioc à hauteur de 40 %. Deux ans plus tard, 254 milliards de nairas, soit 1,2 milliard d'euros, avaient été économisés. Le développement de la filière a en outre été encouragé par des investissements dans la construction d'unités de transformation dans tout le pays. Le gou- ▶

Deux questions à

Matthieu Calame,
directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer
pour le progrès de l'homme



PH

Les problèmes du Sud sont en réalité ceux des modes de vie du Nord

La fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme soutient de nombreuses organisations qui œuvrent pour la mise en place de systèmes alimentaires durables. Quels sont les principaux axes retenus ?

Nous soutenons des projets dans les pays en développement, mais également aujourd'hui, et de plus en plus, dans les pays du Nord. C'est notamment le cas de Terre de liens, qui se mobilise pour l'installation de nouveaux exploitants agricoles en facilitant leur accès au foncier. Cette entreprise d'investissement solidaire permet à chacun de placer son épargne afin d'acheter des fermes qui sont ensuite louées à des producteurs. Elle constitue un levier pour lutter ici aussi contre l'accaparement des terres et la spéculation foncière.

Un changement de perspective pour une fondation qui soutenait essentiellement des actions au Sud ?

Ce que nous faisons ici a des effets là-bas. Pour reprendre l'exemple de Terre de liens, la possibilité d'installer de nouveaux agriculteurs qui privilégient des modes de production durables est un moyen de lutter contre l'accroissement des excédents qui pénalisent les agricultures du Sud, car nos exportations les privent de débouchés. Cette aide a pour objectif d'éviter la trop grande concentration des exploitations qui, souvent, va de pair avec l'intensification de la production. Or la France produit aujourd'hui bien plus de blé ou de lait qu'elle n'en consomme et oblige les agriculteurs à trouver de nouveaux marchés à l'international. Le mal-développement au Sud est la conséquence des modes de vie et de consommation des pays industrialisés.

Nous devons par ailleurs tirer les leçons de l'échec des grands projets de développement et encourager les pratiques innovantes initiées depuis le terrain. La crise de 2008 a mis l'accent sur les impasses du libre-échange. On voit que les difficultés sociales sont accentuées par les changements climatiques. Les associations de solidarité internationale ont la légitimité pour aider les populations locales à trouver les moyens de changer leurs pratiques et pour adapter l'aide au développement à ces problématiques. Mais au Nord, il est également important de rappeler que toutes les actions individuelles peuvent elles aussi faire bouger les lignes. C'est ce que nous cherchons à faire en soutenant des projets comme Terre de liens.

■ **Propos recueillis par L. E.**

- vernement nigérian estime que le secteur de la farine de manioc pourrait générer un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de dollars en 2020.

Programmes ciblés

Les bailleurs de fonds, l'Agence française de développement (AFD) en tête, ont eux aussi choisi de soutenir l'agriculture paysanne dans le cadre de programmes ciblés. Entre 2010 et 2015, l'AFD a ainsi conduit un projet d'irrigation le long du fleuve Sénégal pour accroître de 20 000 tonnes par an la production de riz locale. Au Gabon, l'AFD a également soutenu des investissements afin de répondre aux besoins des petits producteurs locaux délaissés pendant des années. Entre 2010 et 2016, un appui technique, des formations et la mise en place de filières ont permis d'accompagner les agriculteurs péri-urbains. Objectif : valoriser la production de manioc, de bananes plantain et les petits élevages destinés à alimenter les consommateurs urbains, principale cible du dispositif. Il s'agissait de favoriser une production

Les bailleurs de fonds, l'Agence française de développement en tête, ont eux aussi choisi de soutenir l'agriculture paysanne dans le cadre de programmes ciblés

additionnelle de 12 800 tonnes de produits vivriers, générant 4,3 milliards de francs CFA (10 millions d'euros). Parallèlement, un fonds pour l'installation de 1 000 nouveaux agriculteurs a été initié, avec la possibilité de créer 2 200 emplois directs et 1 000 emplois additionnels.

Commerce équitable

La reconquête et le développement de l'agriculture familiale au Sud passent aussi par un changement des politiques agricoles et des modes de consommation au Nord.

Les consommateurs l'ont bien compris. En témoigne le fort développement du commerce équitable, qui permet à des consommateurs du Nord de soutenir les producteurs du Sud. La rémunération de ces derniers n'est pas liée à l'évolution des cours internationaux, mais est fixée de manière à leur ap-

Pour un respect de la sécurité et de la santé dans les bananeraies

Depuis janvier 2015, la CGT, la Coordination des 28 syndicats des bananeraies d'Amérique latine, le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) et l'association Banana Link dénoncent les conditions de travail dans ce secteur. Une action conduite sur deux fronts. Le premier vise à sensibiliser les consommateurs à l'utilisation des produits chimiques et principalement des pesticides dans les plantations en Amérique centrale et du Sud, mais aussi en Afrique. Ces produits ont des répercussions sur leur santé comme sur celle des salariés : maladies respiratoires, dermatologiques, troubles du métabolisme...

Le second pilier concerne les décideurs : une campagne internationale

a ainsi vu le jour pour demander aux gouvernements la ratification de la convention 184 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la sécurité et la santé au travail, votée en 2001. Ces efforts ont déjà commencé à porter leurs fruits au Sud : le Costa Rica, qui représente 15 % du commerce mondial de bananes, s'est engagé à ratifier le texte et le Ghana – qui joue cependant un rôle marginal dans les échanges – est le premier pays exportateur de bananes à être passé à l'acte. Au Nord, l'ancien président de la République, François Hollande, s'était lui aussi engagé à ratifier la convention, mais il n'a pas inscrit ce sujet à l'ordre du jour du Parlement. C'est maintenant à la nouvelle Assemblée de reprendre le flambeau. L. E.



porter un revenu leur permettant de vivre de leur activité. Ce qui est malheureusement loin d'être toujours le cas pour les produits d'importation... En France, le chiffre d'affaires du secteur du commerce équitable a crû de 42 % en 2016 et représente aujourd'hui près d'un milliard d'euros, dont 673 millions proviennent de produits récoltés ou transformés dans les pays du Sud, selon la Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE). Depuis 2013, le chiffre d'affaires a été multiplié par quatre. Au niveau mondial, les ventes ont atteint 7,5 milliards d'euros en 2015, selon Fairtrade International.

Les retombées sont loin d'être négligeables pour les agriculteurs. Selon Fairtrade International, dans les trois régions concernées – Afrique, Amérique centrale et du Sud et Asie –, le commerce équitable faisait vivre 1,65 million d'agriculteurs et de salariés agricoles en 2014. Ils ont alors perçu 1,09 milliards d'euros – 951 millions issus des ventes et 138 millions sous la forme de subventions destinées à des programmes de formation.

Reste que le commerce équitable ne représente encore qu'une goutte d'eau dans les exportations internationales agricoles et alimentaires, qui se sont élevées à 2 750 milliards d'euros en 2015 selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'où la stratégie mise en œuvre par la PFCE en 2016 : son programme Equité, doté de 3,9 millions d'euros, va aider pendant trois ans des associations de producteurs en Afrique de l'Ouest à se structurer, à améliorer leurs pratiques par rapport à l'environnement et à la biodiversité, mais aussi à tester le potentiel de développement de filières impliquant plusieurs pays du Sud. Les petits producteurs des pays en développement entendent bien sensibiliser les consommateurs de leur pays à l'intérêt de substituer des produits locaux aux importations. Et ainsi poursuivre la dynamique engagée, car résoudre les questions de sécurité alimentaire passe davantage par le développement des circuits courts que par les échanges internationaux. ■ L. E.

COOPÉRATIVE

Les petits producteurs du Laos s'organisent !

Le café du plateau des Bolovens, à l'extrême nord du Laos, bénéficie de conditions climatiques particulières qui lui permettent d'être transformé par « voie humide » et non par séchage, comme la plupart des cafés. Cette méthode très qualitative augmente sa valeur marchande. Aujourd'hui, c'est le fleuron des exportations laotiennes. 95 % du café laotien vient de ce plateau et le café (70 000 hectares) est le premier produit d'exportation de ce pays (20 000 tonnes pour 56 millions de dollars).

Parmi ses acteurs phares, une coopérative de petits producteurs qui ont su élever progressivement, depuis une quinzaine d'années, leur capacité de production et de transformation afin de préserver un modèle d'agriculture familiale tout en s'ouvrant au marché d'exportation : la coopérative Café du plateau des Bolovens [1]. Elle compte 2 650 familles de producteurs (parmi les 15 000 du Laos) et rivalise avec une trentaine de grandes plantations dans le pays. Afin de gagner de nouveaux débouchés, elle a noué des partenariats commerciaux. Malongo, marque connue de café équitable en France, a été l'un de ses premiers partenaires, jusqu'à la certification par le mouvement Fairtrade/Max Havelaar, à laquelle s'est ajoutée la certification agriculture biologique. Les méthodes agroécologiques et biologiques utilisées par ces exploitations familiales contribuent en effet à la lutte contre l'érosion des sols, les caféiers venant remplacer certaines forêts disparues.

L'autre grand partenaire de la coopérative est l'Agence française de développement (AFD), qui accompagne la structuration de la filière café dans le pays depuis une quinzaine d'années via le programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC). Ce programme consiste à soutenir l'émergence de filières d'exportation dans des pays en développement en ciblant des produits de terroir et des savoir-faire traditionnels. Ainsi, le PRCC a autant servi à relever les standards de production à un niveau cohérent pour le marché d'exportation, via des missions de conseil et l'appui à l'équipement, qu'à accompagner la structuration des petits producteurs en coopérative afin qu'ils soient en capacité économique de rivaliser avec les grandes plantations.

La coopérative est née en 2007 : sa gouvernance participative lui permet de gérer démocratiquement les primes de développement versées par les circuits du commerce équitable. L'accompagnement de l'AFD lui a permis de se doter d'une unité de transformation. Enfin, l'AFD s'est aussi préoccupée de la structuration nationale de la filière en accompagnant l'Etat pour la mise en place d'une stratégie nationale du café en 2014, qui a abouti à une augmentation maîtrisée des surfaces de production et à la coexistence des coopératives de producteurs avec les grandes plantations. Philippe Chibani-Jacquot

[1] Voir sur www.cpc-laos.org